Question écrite du 7 octobre 2020 de Mme Marie-Agnès Bertinat: «Extrait de casier judiciaire et égalité de traitement entre Suisses (ou étrangers domiciliés en Suisse) et ressortissants de l'Union européenne».

Demande-t-on aux employés en provenance de l'Union européenne, engagés dans l'administration municipale, un extrait de casier judiciaire provenant de leur pays de résidence ou de leur ancienne résidence? L'employeur Ville de Genève a-t-il pleinement connaissance des antécédents pénaux de ses employés européens sachant que pour la plupart, ils occupent des postes à responsabilités?